



CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ

DOCUMENT D'INFORMATION CSPPS

FÉVRIER 2025

Virginia Noacco [CSPPS Secretariat]
Tifaine Amiotte-Suchet [CSPPS Secretariat]

À PROPOS DE LA CSPPS

La Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et la Construction de l'État (CSPPS) est un réseau mondial d'organisations de la société civile soutenant les efforts de consolidation de la paix et de prévention des conflits dans des contextes fragiles et affectés par des conflits. CSPPS réunit une représentation diversifiée de la société civile à l'échelle mondiale, provenant de pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, ainsi que des organisations de la société civile internationales travaillant sur les enjeux de la consolidation de la paix, la construction de l'État, la prévention des conflits et le développement. CSPPS soutient des interventions nationales visant à amplifier la voix de la société civile dans les dialogues politiques et les processus politiques pertinents.

Au niveau mondial, CSPPS représente la société civile dans le Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et la Construction de l'État (IDPS), qui est un partenariat stratégique unique de dialogue politique réunissant des acteurs de la société civile, des gouvernements du groupe des pays G7+ et des donateurs représentés par le Réseau International sur les Conflits et la Fragilité (INCAF).

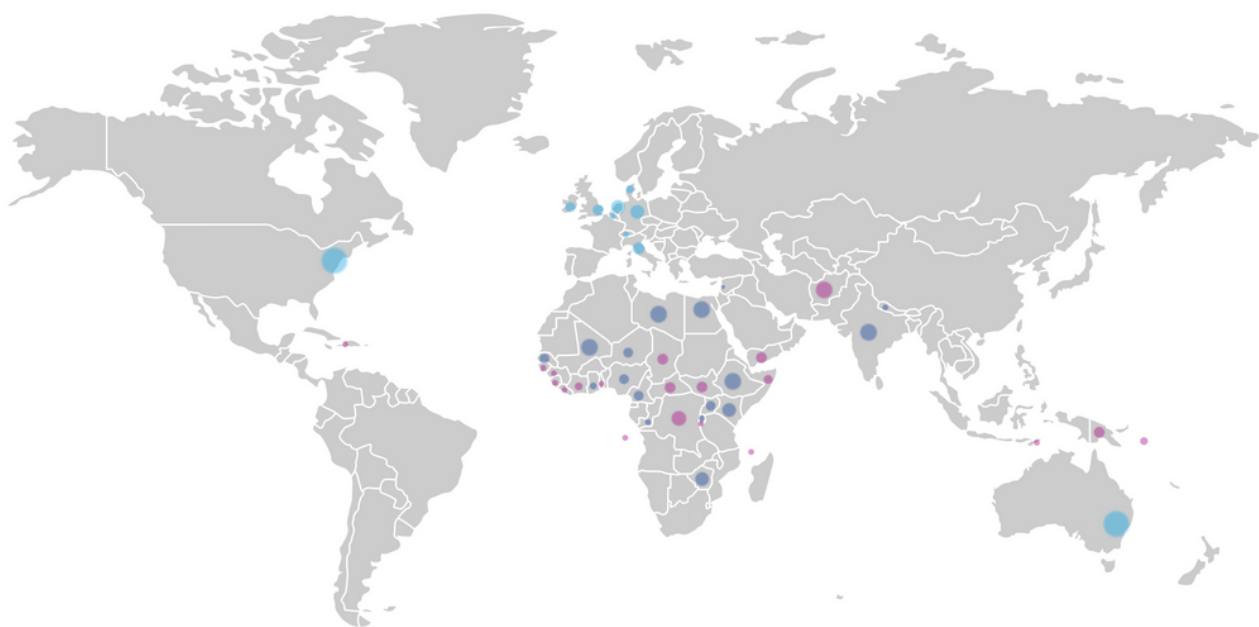
À PROPOS DES NOTES D'INFORMATION DE LA CSPPS

Dans le cadre d'une subvention du ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, la CSPPS élabore des documents d'information sur divers thèmes liés à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. Ceux-ci incluent l'égalité des sexes, le changement climatique, la sécurité alimentaire et la pauvreté, la migration et le déplacement forcé, la COVID-19 et ses conséquences persistantes, la numérisation, la jeunesse, la paix et la sécurité, l'espace civique et l'inclusion. Les documents d'information sont rédigés sur la base de consultations menées par le secrétariat au sein de l'ensemble des membres de la CSPPS, et restent proches des connaissances partagées à la suite de ces consultations.

Sur cette base, les documents d'information visent à offrir une introduction générale sur la manière dont la consolidation de la paix et la prévention des conflits sont interconnectées et liées aux différents thèmes susmentionnés. Plus important encore, ils présentent, illustrent et mettent en évidence le travail multiforme et diversifié de différents membres de la CSPPS, leur expertise et leurs perspectives sur la manière dont ces interconnexions se manifestent dans la pratique.

À PROPOS DU DOCUMENT D'INFORMATION, CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ

Ce document d'information sur le climat a pour objectif de montrer comment la CSPPS perçoit les effets chevauchants et interconnectés du changement climatique, de la consolidation de la paix et de la sécurité. Ce document commence par examiner comment et dans quelle mesure le discours international sur le changement climatique a intégré la paix et la sécurité, ainsi que le rôle de la société civile dans la promotion de cette intégration. Deuxièmement, le document explore les effets interactifs du changement climatique, des conflits et de l'insécurité, et comment ces derniers doivent être compris comme un système global et complexe de causes et d'effets plutôt que comme des éléments séparés. Enfin, le document examine les efforts de la CSPPS pour une compréhension globale du lien entre climat, paix et sécurité et illustre le travail des membres de la CSPPS visant à aborder et à agir de manière holistique sur le changement climatique, les conflits et l'insécurité.



SOMMAIRE

<u>1.DÉMÊLER LES DÉFIS COMPLEXES - LE NEXUS CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ</u>	PAGE 1
<u>2. LA RELATION BIDIRECTIONNELLE ENTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX</u>	PAGE 5
<u>3. POURQUOI L'INTÉGRATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EST-ELLE PERTINENTE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ?</u>	PAGE 10
<u>4. COMMENT LA CSPPS S'ENGAGE-T-ELLE DANS LE NEXUS CLIMAT ET CONSOLIDATION DE LA PAIX ?</u>	PAGE 15
<u>5. EXEMPLES DE NOTRE TRAVAIL</u>	PAGE 18
<u>6. ODD16 + EXPLORATION DES INTERCONNEXIONS</u>	PAGE 23
<u>7. BIBLIOGRAPHIE</u>	PAGE 25

I. DÉMÊLER LES DÉFIS COMPLEXES - LE NEXUS CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ



LANCER LA CONVERSATION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les impacts et les dangers du changement climatique sont devenus de plus en plus préoccupants au fil des années, et tant les gouvernements que la société civile se sont de plus en plus engagés à y faire face. Pour ce faire, une série de protocoles, d'accords et de législations ont été élaborés, obligeant les gouvernements à lutter contre le changement climatique et permettant à la société civile de les tenir responsables de leurs engagements.

Protocole de Kyoto

En 1997, les pays ont adopté le Protocole de Kyoto, qui lierait légalement les Parties des pays développés à des objectifs de réduction des émissions. Le Protocole met en œuvre la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en engageant les pays industrialisés et les économies en transition à limiter et réduire les émissions de gaz à effet de serre en fonction des cibles individuelles convenues. La CCNUCC est l'organe qui organise chaque année la Conférence des Parties (COP), au cours de laquelle les Parties à la convention peuvent se réunir pour discuter des progrès réalisés et de ceux à atteindre. La société civile est invitée aux COP et utilise ces espaces pour transmettre l'importance de considérer l'interconnexion entre le changement climatique, la paix et la sécurité. La CSPPS a publié plusieurs documents de position, plaidant pour l'inclusion de la paix dans les discussions, ainsi que l'élaboration de recommandations politiques pour combler les lacunes laissées en conséquence.

Accords de Paris

Plus tard, en 2015, 196 pays ont adopté l'Accord de Paris lors de la COP21. L'Accord de Paris est un traité international juridiquement contraignant sur le changement climatique. Son objectif global est de limiter "l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels" et de poursuivre les efforts "pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels." L'Accord de Paris constitue une étape majeure dans le processus multilatéral sur le changement climatique, et bien que ses dispositions soient relativement souples et laissent beaucoup de discrétion aux États, elles ont permis aux organisations de la société civile de tenir les États responsables au niveau national. L'impact des traités et législations internationales est amplifié par la société civile, qui oblige les nations à respecter leurs engagements.

ICJ - Cadre juridique international sur le climat

Le droit international de l'environnement s'est développé au fil du temps à travers des obligations positives contraignantes et l'établissement de normes coutumières applicables à tous les États. Ces normes s'ajoutent aux traités internationaux signés entre les nations et permettent à la société civile et à la communauté internationale de se tenir mutuellement responsables.

Exemple 1 : Principes de précaution

Les principes de précaution coutumiers exigent que chaque État réalise une évaluation de l'impact environnemental avant chaque opération. Ces principes sont nombreux, cruciaux et de portée large, car ils s'appliquent également aux activités des entités privées qui utilisent le territoire d'un État.

Exemple 2 : Statut juridique de l'environnement

Depuis lors, l'environnement a été reconnu comme un bien public mondial, ce qui signifie qu'il s'agit d'un bien qui dépasse la juridiction d'un seul État, obligeant à une gestion collective et concertée. Cela permet à tout État de demander le respect d'une obligation internationale, indépendamment du fait qu'il ait été directement affecté par la conduite qu'il dénonce. Cela repose sur un principe fondamental du droit international de l'environnement, le principe erga omnes, qui implique la déterritorialisation et la marchandisation de l'environnement.

L'AGENDA SUR LE CLIMAT, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Malgré ces processus, il n'existe pas d'agenda spécifique sur le lien entre le climat, la paix et la sécurité. Cependant, nous disposons de :

CCNUCC :

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques reconnaît que le climat et la vulnérabilité sont interconnectés. En effet, 19 des 25 pays les plus vulnérables au climat sont également touchés par des conflits, et le changement climatique est reconnu comme un multiplicateur de menaces. Leur objectif est de surveiller les accords de la COP.

Mécanisme Climat et Sécurité :

L'ONU a établi le mécanisme climat et sécurité, dirigé par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix de l'ONU, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et soutenu par d'autres agences de l'ONU. Cette coalition montre l'ampleur des défis posés par le changement climatique et la nécessité d'une réponse qui se concentre sur le court, moyen et long terme. Ce n'est qu'en avril 2007 que la première réunion du Conseil de sécurité examinant les liens entre le changement climatique et l'insécurité a eu lieu. Depuis lors, les Nations Unies ont pris de plus en plus de mesures pour reconnaître de manière effective les relations entre ces deux enjeux.

Le lien entre le climat, la paix et la sécurité en tant que domaine d'étude et de pratique :

Divers think tanks, instituts de recherche, organisations de la société civile (OSC), ONG et universités étudient ce domaine pour s'appuyer sur les preuves indiscutables de l'interrelation entre le changement climatique, la paix et la sécurité. Ses impacts négatifs entraînent une réduction, voire une inversion, des progrès réalisés en matière de développement.

Le rôle et l'espace de la société civile pour plaider en faveur de la paix dans le discours international sur le changement climatique.

De plus, les **espaces pour la société civile** lors des événements internationaux de haut niveau ont **diminué de manière drastique** au cours de la dernière décennie et n'ont pas encore montré de signes d'amélioration. C'est également le cas dans l'espace climatique. En effet, les récentes **Conférences des Parties** (COP) ont montré de nombreuses lacunes en matière d'inclusion de la société civile et ont souvent été critiquées pour l'inaccessibilité de ces événements pour la société civile et le harcèlement des défenseurs des droits humains. La COP est une plateforme de dialogue et d'échange, mais l'inclusion de divers acteurs est **loin d'être représentative** de la population mondiale et de ceux qui souffrent des conséquences les plus sévères du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Par exemple, la **COP27** et la **COP28** ont été critiquées pour leurs liens et leur forte représentation des lobbyistes des énergies fossiles, au lieu des organisations de la société civile. Conscients de cela, la présidence de la **COP29** a tenté de rééquilibrer la participation.

Cependant, il est également important de noter qu'au sein de la société civile, il existe des **silos qui entravent l'action collective** pour des sociétés plus pacifiques et résilientes au climat. Les conséquences du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sont prises en compte dans la communauté de consolidation de la paix depuis plusieurs années. Elles sont vues et intégrées dans les sources et défis reconnus de la consolidation de la paix et sont donc fréquemment abordées. En revanche, les **conflits** et les **contextes fragiles** sont **souvent moins pris en compte** dans la communauté de pratique axée sur la lutte contre le changement climatique (Krampe et al., 2024). Il existe donc un **besoin de créer des communautés de pratique plus intégrées et transversales**, en incitant au partage croisé.

La société civile apporte un aperçu du contexte des conflits, mais a également une compréhension transversale et holistique des défis liés à la consolidation de la paix et à la mise en œuvre des efforts climatiques. C'est pourquoi la **société civile locale doit être incluse dans les conversations de haut niveau**. À travers son travail, la CSPPS vise à relier le local au national et à l'international, au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État, mais aussi en amplifiant la voix de la société civile dans d'autres domaines politiques mondiaux. L'objectif est de **combler le fossé en garantissant des solutions locales dans la programmation et le plaidoyer**.

II. LA RELATION BIDIRECTIONNELLE ENTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX



Le changement climatique est largement reconnu comme un « **multiplicateur de menaces** » par les scientifiques, les praticiens et la société civile. Tout d'abord, le changement climatique **menace la sécurité humaine**, créant de multiples vulnérabilités et exacerbant les tensions sociales préexistantes. Deuxièmement, les événements climatiques catastrophiques, induits par le changement climatique, **créent de nouvelles formes de dépossession**, mettant les communautés dépendantes des ressources naturelles dans des situations critiques et amplifiant, voire créant de nouveaux conflits. Troisièmement, le changement climatique a mis en évidence la **nécessité de créer des solutions** diversifiées aux problèmes, adaptées aux divers besoins contextuels.

Lutter contre le changement climatique est un défi colossal nécessitant une collaboration à tous les niveaux de gouvernance, mais cela exige également un esprit ouvert, une écoute attentive et l'inclusion des institutions. Atténuer les conséquences du changement climatique est une tâche disproportionnée qui incombe davantage à la société civile, dans les contextes fragiles et affectés par les conflits, car il s'agit d'un défi amplifié par la vulnérabilité et les inégalités structurelles. La **CSPPS s'engage à provoquer un changement dans les efforts pour lutter contre les facteurs systémiques du changement climatique**, afin qu'ils deviennent plus justes et équitables. La CSPPS vise également à **lutter contre les inégalités qui entravent la lutte contre les conséquences du changement climatique et les catastrophes environnementales qu'il provoque**.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RESSOURCES

Tout d'abord, les conséquences du changement climatique ont des impacts différents. Ces impacts sont **amplifiés dans les économies et les communautés qui dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance**. Les sécheresses, les inondations et les catastrophes naturelles diminuent la qualité du sol et des cultures, réduisant les rendements, augmentant ainsi l'insécurité alimentaire et économique, et plongeant les communautés dans la pauvreté. Cela se traduit particulièrement par le **chômage des jeunes**, ce qui aggrave les difficultés économiques de ces derniers et de leurs familles. Par conséquent, les jeunes sont souvent **ciblés par des groupes armés ou extrémistes**, qui peuvent promettre un revenu stable ou une forme de protection.

L'acquisition croissante de terres par des entreprises et des multinationales pour les monocultures aggrave cette situation. Elle empêche les jeunes d'avoir accès à des parcelles de terre plus petites pour soutenir leurs familles grâce à des cultures diversifiées et à l'autonomie alimentaire ou à l'élevage (ou les deux). Cela entrave la diversification des cultures et amplifie la vulnérabilité aux catastrophes climatiques.

Les routes de transhumance ne sont souvent pas protégées par les États, car ces derniers considèrent rarement cela comme une utilisation efficace des terres publiques, qui sont souvent vendues à des multinationales. Cela met en danger le pastoralisme comme moyen de subsistance, contribuant à l'augmentation des tensions entre les communautés, les acteurs privés et l'État. De plus, les capacités des institutions indigènes en tant qu'agents de changement, et pour lutter contre l'exploitation excessive des ressources naturelles, sont limitées, ce qui empêche la gestion des besoins environnementaux et sociaux en évolution.

L'exemple de la Somalie :

La Somalie est frappée par des changements dans les modèles de précipitations et des sécheresses prolongées qui ont dévasté l'agriculture et alimenté les conflits avec des groupes extrémistes comme Al-Shabaab.

L'exemple du Moyen-Orient :

Dans les régions déjà désertiques, où l'eau est une source de conflit en raison de sa rareté, le Moyen-Orient est une région de plus en plus confrontée au stress hydrique à mesure que les températures mondiales augmentent. L'assèchement des ruisseaux, des rivières et des nappes phréatiques met à mal les capacités agricoles. La rareté de l'eau a provoqué des tensions entre les communautés agricoles et pastorales, ainsi qu'entre les nations.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE COMME AMPLIFICATEUR ET MOTEUR DE LA MIGRATION

Les conséquences du changement climatique rendant certaines régions inhabitables entraînent des migrations légales et illégales. L'épuisement des ressources halieutiques, la désertification et/ou l'inondation des sols cultivables conduisent à une **diminution des moyens de subsistance** et **poussent les populations à migrer vers des terres plus riches en ressources**.

Par exemple, au Soudan, l'agriculture et l'élevage sont les principaux moyens de subsistance pour de nombreuses communautés. Lorsque ces moyens de subsistance sont menacés par des changements environnementaux (par exemple, la désertification ou les inondations), les communautés sont souvent forcées de migrer. Cela exerce des pressions sur la disponibilité des ressources et des services, car ils doivent être partagés avec un groupe de personnes plus important que prévu à l'origine. Cela a montré qu'il peut amplifier ou créer de nouvelles sources de tensions.

De plus, **l'augmentation de la demande en ressources** peut **entraîner des pratiques non durables pour accommoder ces changements drastiques**. Par exemple, la hausse de l'utilisation du bois de chauffage peut accroître la déforestation, ou l'utilisation soudaine de terres peut éroder le sol, impactant ainsi la santé à long terme de l'environnement. **Les pressions environnementales peuvent et perturbent la cohésion sociale et contribuent à l'insécurité**.

En **Mauritanie**, les réfugiés fuyant les conflits au Mali et les personnes déplacées internes (PDI) vivent dans un camp largement surpeuplé dans la région de Hodh El Chargui. Cela a entraîné l'épuisement du bois de chauffage et l'érosion des sols.

GOVERNANCE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Pour faire face aux origines systémiques et aux conséquences à court terme du changement climatique, il est nécessaire que les gouvernements disposent des capacités et des ressources nécessaires pour répondre à la crise. Cependant, dans les contextes affectés par les conflits et les contextes fragiles, le gouvernement n'est pas toujours disposé ou capable de faire face à la crise.

Les **lacunes** en matière de capacités créées par les conflits sont **exacerbées par des structures de gouvernance érodées**, des **ressources humaines tendues** et une **expertise technique réduite**. En conséquence, les réponses sont souvent fragmentées et insuffisantes, laissant les risques de sécurité liés au climat et les tensions induites par le climat non résolus.

Au Soudan, les groupes rebelles et les milices ont été connus pour exploiter les ressources, ce qui leur a finalement permis de prendre le contrôle de ressources vitales, déstabilisant davantage la région.

Les structures gouvernementales érodées entravent leur capacité à fournir des services de base, à maintenir l'état de droit ou à répondre aux catastrophes. Lorsque les besoins fondamentaux des citoyens ne sont pas satisfaits, le désenchantement à l'égard du gouvernement peut augmenter, ce qui alimente les troubles sociaux, politiques et économiques et, dans certains cas, le conflit. De plus, le manque de confiance dans le gouvernement peut créer des vides que les acteurs non étatiques comblent, alimentant ainsi davantage le conflit. Par exemple, le conflit en cours au Soudan du Sud a été exacerbé par l'incapacité de l'État à gérer les pénuries de ressources induites par le climat, ce qui a ajouté aux tensions politiques et ethniques.

Dans le contexte du **conflit au Darfour (Soudan)**, les lacunes en matière de capacités sont particulièrement marquées en raison de décennies de conflits qui ont érodé les structures de gouvernance, les ressources humaines, l'expertise technique et, de manière importante, l'environnement. Ces vides ont créé un espace que les acteurs non étatiques ont comblé. Parfois, ces acteurs prennent le contrôle de l'exploitation des ressources de manière illégale, telles que le cacao, les terres rares ou les minéraux, et abusent des droits humains des populations locales. La solidité de la gouvernance est un élément essentiel pour éviter ces vides de pouvoir et les conséquences qui en découlent.

De plus, **l'impact des crises dépend de la gouvernance**. Autrement dit, le niveau d'impact des événements climatiques extrêmes est lié à la capacité et à la qualité de la gouvernance. Cela est particulièrement visible dans les pays déjà fragiles sur les plans institutionnel et social. En effet, 19 des 25 pays les plus vulnérables au changement climatique sont également touchés par des conflits.

Dans ce contexte, la capacité du gouvernement à atténuer les pertes et à garantir une distribution équitable revêt une importance capitale pour déterminer la profondeur et l'étendue de l'impact d'une crise. En effet, pallier les effets du changement climatique et atténuer les inégalités entre les soi-disant "gagnants" et "perdants" du changement climatique dépend de la gouvernance.

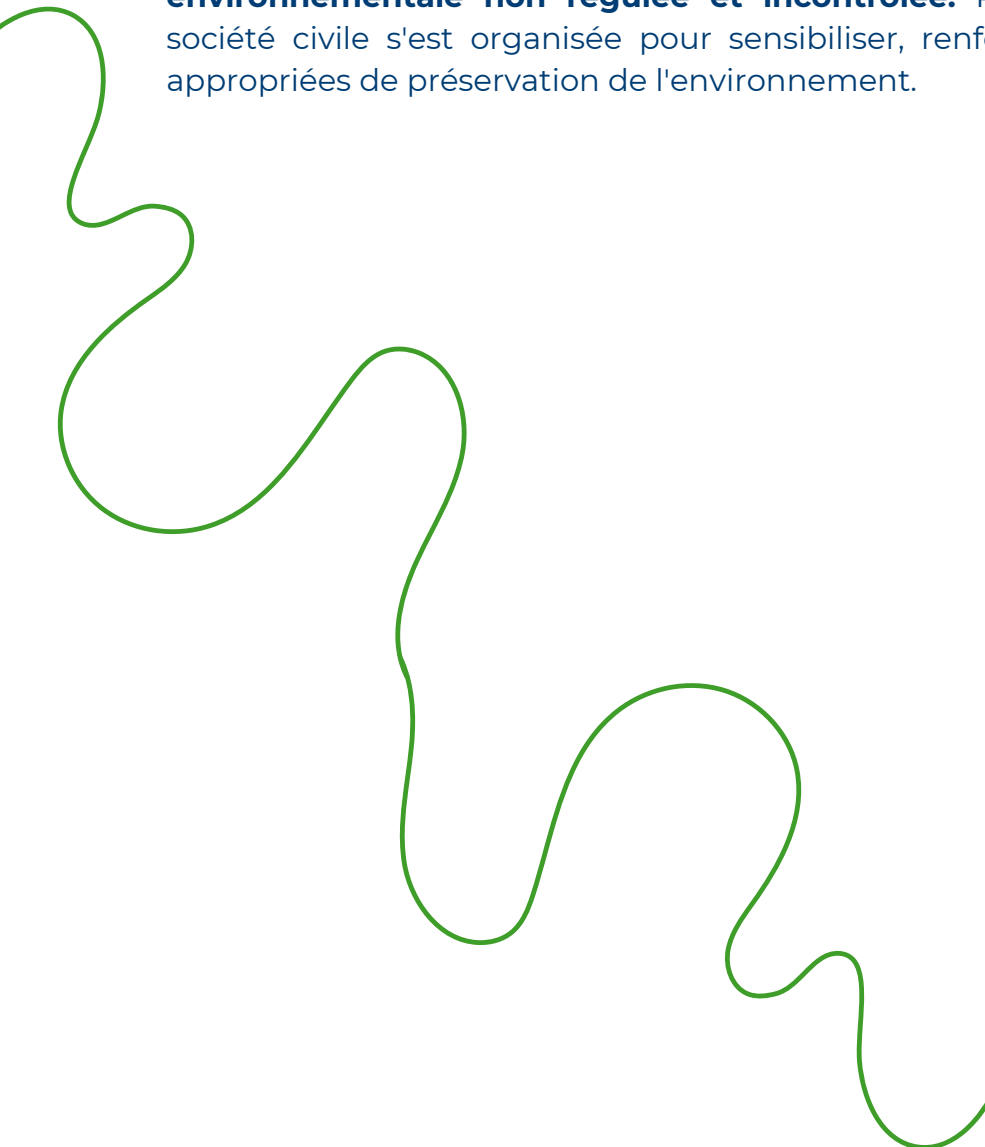
Ainsi, les efforts de renforcement de la gouvernance doivent commencer par des fonds et des programmes visant à améliorer la cohésion sociale, la paix et la sécurité, ainsi qu'à renforcer la résilience face aux impacts du changement climatique et environnemental, en particulier dans des contextes de fragilité, de division sociale et de violence. Jusqu'à présent, le financement climatique a échoué à prendre en compte l'impact des lacunes en matière de gouvernance, principalement en raison de la perception des risques qui décourage les investissements à long terme.

La **force des institutions est un élément essentiel** pour faciliter la transition verte dans tous les contextes et éviter les catastrophes futures. La capacité à planifier un avenir énergétique vert repose sur les ressources, les compétences et la stabilité.

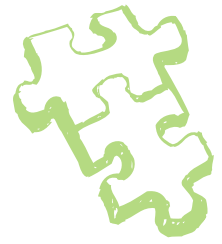


LA NÉCESSITÉ D'INTÉGRER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Dans cet esprit, l'intégration du changement climatique dans la construction de l'État et la consolidation de la paix nécessite des investissements dans le renforcement des capacités gouvernementales. **L'implication des organisations de la société civile dans les efforts de consolidation de la paix est essentielle** lorsque les conflits paralysent ou dégradent les institutions responsables de la régulation de l'extraction des ressources, de la déforestation et du contrôle de la pollution. **La société civile locale pallie souvent la dégradation environnementale non régulée et incontrôlée.** Par exemple, en Guinée, la société civile s'est organisée pour sensibiliser, renforcer et mener des actions appropriées de préservation de l'environnement.



III. POURQUOI L'INTÉGRATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EST-ELLE PERTINENTE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ?



La section II explore comment le changement climatique est interconnecté avec la consolidation de la paix et les conflits, et comment il constitue un facteur aggravant pour la société. En tant que tel, l'approche du nexus climat-paix-sécurité doit être holistique. Dans le domaine de la consolidation de la paix, les praticiens ont déjà commencé à répondre aux "implications sécuritaires du changement climatique", car ils constatent son impact sur leurs missions, en plus de ses "effets sur les relations des communautés entre elles" (Krampe et al., 2024). La section suivante se concentre sur les défis liés à la mise en œuvre des solutions et propose des recommandations.

ABORDER LES CAUSES PROFONDES DU CONFLIT

► At the international level

Un exemple des efforts internationaux récents est l'adoption, en 2024, par l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement d'une **résolution de consensus** visant à mettre à jour le travail du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) sur les dimensions environnementales des conflits armés. Cette résolution témoigne de l'engagement de la communauté internationale à adopter des **approches plus globales** pour la consolidation de la paix, en abordant de manière proactive les causes des conflits en réponse aux défis environnementaux mondiaux.

► Sensibilité au climat et aux conflits

Des solutions environnementales claires, telles que le creusement d'un puits permanent pour améliorer l'accès et la proximité de l'eau, peuvent entraîner des conflits. Une **analyse contextuelle** des différents facteurs sociaux, économiques et politiques des causes des dommages environnementaux est nécessaire pour **créer des solutions climatiques sensibles aux conflits**. Dans la planification des projets, l'inclusion significative et la prise de leadership des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées doivent être intégrées dans les questions de tenure foncière et de propriété. Cela peut permettre la préservation ou la reconstitution de l'environnement, ce qui, à son tour, crée des contextes où la terre n'est plus une source de conflit.

En **Afrique de l'Ouest**, les mouvements se produisent le long de deux principales routes migratoires : la rivière Corubal - Gabu - Pirada - Wassadou (Sénégal) et Bafata - rivière Geba - Oio. Dans ce contexte, lorsque le pastoralisme mobile n'est pas correctement pris en compte dans les solutions climatiques, les conflits augmentent lorsque les troupeaux et les pasteurs partent, transitent et arrivent, car la création d'infrastructures (par exemple, des puits) entraîne l'installation permanente des communautés sur les routes de transhumance. L'absence de régulations concernant les activités des agriculteurs et des éleveurs crée des situations conflictuelles. Pour contrer ces problèmes, nos membres agissent sur le nexus de diverses manières. Vous pouvez découvrir leurs initiatives visant à promouvoir des cultures de paix et de sensibilité climatique à travers les écoles, et bien d'autres dans la section "exemples de notre travail".

En **Afrique subsaharienne**, où l'agriculture dépend des précipitations et où les changements dans les régimes pluviométriques raréfient les terres fertiles, cela alimente les conflits entre les communautés et aggrave les confrontations violentes. Des exemples de cela ont été observés au Nigéria, où des tensions sont apparues entre les agriculteurs et les propriétaires de bétail concernant la distribution et l'utilisation des terres fertiles.

Étant donné qu'il existe de multiples facteurs à prendre en compte, les approches intégrées tiennent compte de la distribution des ressources et des tensions possibles qui peuvent surgir lorsqu'on accorde des terres à une communauté plutôt qu'à une autre.

Au **Soudan**, les projets agricoles ou environnementaux à grande échelle ont parfois conduit à des conflits sur la propriété des terres - un sujet déjà source de division - ou sur le contrôle des ressources, en particulier lorsque les communautés locales n'ont pas été consultées ou lorsque les bénéfices ont été (perçus comme étant) distribués de manière inégale. Les programmes climatiques sensibles aux conflits prennent en compte les dynamiques de pouvoir locales et veillent à ce que les interventions soient conçues pour réduire les tensions existantes.

► Adapter le langage pour atteindre un plus large public

Se concentrer sur des approches sensibles au climat pour la consolidation de la paix risque de créer des déséquilibres dans l'attention publique, de diviser les financements et de générer des conflits d'intérêts. (Par exemple, la construction d'infrastructures de mitigation du climat peut exacerber les conflits et les tensions). De plus, l'oversimplification du langage peut brouiller les termes scientifiques.

À cet effet, il est important de travailler sur les points suivants :

- Il est essentiel **d'organiser et de structurer la communauté des OSC** travaillant sur le nexus climat, paix et sécurité. Les défis posés par les conflits et le changement climatique doivent être abordés de manière équitable, et les praticiens de la consolidation de la paix et du climat doivent s'engager à intégrer des approches sensibles au climat et aux conflits pour favoriser les partenariats et les alliances.
- Le **langage** utilisé doit être **plus accessible et adapté** aux publics non spécialisés dans la consolidation de la paix.

LES PIÈGES POTENTIELS DES RECOMMANDATIONS CROISÉES ENTRE CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ



L'intégration du climat, de la paix et de la sécurité présente certains défis qui doivent être abordés pour éviter de marginaliser les praticiens, la société civile et les organisations, et de réduire leurs voix et leurs impacts.

► La coopération interdisciplinaire et le partage des connaissances

La contextualisation des réponses climatiques est complexe et il est essentiel d'intégrer les OSC de la consolidation de la paix dans le développement et la mise en œuvre des politiques ainsi que des projets nationaux et internationaux. Les solutions climatiques et de conflit conçues par les parties prenantes à travers le nexus humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix, devraient être mises en œuvre par des **consortiums multi-acteurs** qui franchissent les silos entravant des réponses globales et inclusives. La consolidation de la paix nécessite une **approche englobant la protection des droits de l'homme, l'adaptation, et l'engagement** dans des activités visant à atténuer la fragilité et à soutenir la résilience des communautés. Moins de communautés de pratique cloisonnées peuvent également conduire à des approches innovantes, diversifier les financements et permettre la flexibilité, l'adaptabilité et l'inclusivité.

Cela impacte la réalité matérielle et la culture de la coopération interdisciplinaire, créant des opportunités et des chances d'établir une paix positive plutôt qu'une simple absence de conflit.

À cet égard, le **développement de boîtes à outils efficaces et complètes** demeure un défi. En mettant en avant les connaissances et les défis locaux, il convient de reconnaître que la responsabilité de lutter contre le changement climatique et les conflits dépasse le cadre local. Les boîtes à outils pour les (organisations) de la société civile (locale), les acteurs (locaux) et les gouvernements nationaux peuvent - et ont - grandement contribué à canaliser le changement dans les systèmes qui exploitent la nature et les populations, menant à des tensions, à la fragilité et à la destruction des écosystèmes et des systèmes climatiques. Toutefois, il est impératif d'intégrer dans ces boîtes à outils la responsabilité internationale parallèle de combattre les causes du changement climatique et les systèmes alimentant les conflits.

► **Financement climatique et sensibilité aux conflits**

Le financement climatique, qu'il soit privé ou public, atteint rarement les États fragiles en raison des perceptions de risques élevés, ce qui **décourage les investissements à long terme**. La réponse habituelle à cela est de **transférer le risque de perte à l'État plutôt qu'à l'investisseur**, ce qui peut aggraver la situation économique des États déjà fragiles. Lorsqu'il atteint ces pays, les fonds ne sont pas toujours utilisés de manière sensible aux conflits, et le potentiel d'intégrer les fonds d'adaptation climatique ou de protection de l'environnement dans les initiatives de paix et de sécurité est souvent ignoré.

Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) confirme que le financement des actions climatiques entraîne des répercussions positives et de nouvelles opportunités pour la consolidation de la paix. Il **crée des occasions de restaurer la confiance** entre les parties prenantes et de soutenir la cohésion sociale dans les zones sujettes aux conflits, où, par exemple, les investissements dans les énergies renouvelables peuvent accroître l'indépendance des communautés, réduire leur dépendance aux combustibles fossiles, tout en diminuant les coûts et augmentant leur résilience face aux chocs.

Financement de court-terme contre long-terme

Les impacts du conflit et du changement climatique se produisent sur des échelles de temps différentes. Le conflit et le climat ont des effets immédiats, à court terme et à long terme, qui nécessitent tous des réponses différentes. Cela crée des priorités conflictuelles, compliquant l'équilibre délicat entre le financement des réponses immédiates à la construction de la paix ou aux catastrophes environnementales et les interventions climatiques durables.

Pour répondre correctement à ces deux défis, il est nécessaire de disposer de mécanismes financiers flexibles qui permettent à la fois des réponses immédiates et à long terme. Il est donc primordial d'adopter des approches intégrées et globales dans les deux domaines et de briser les silos afin de financer des opérations croisées qui prennent en compte à la fois les besoins liés au conflit et à l'environnement.

Quelques solutions :



Systématiser la sensibilité aux conflits dans le financement climatique (Peace@COP29).

Un accent devrait être mis sur l'endroit où les fonds sont investis, en plus du montant total des dépenses, lorsqu'on examine le financement climatique, afin d'évaluer comment et dans quelle mesure les communautés locales sont atteintes.

Amplifier les voix des bâtisseurs de paix locaux, des défenseurs des droits humains, des jeunes, des femmes, des peuples autochtones, des activistes pour les droits fonciers et du climat sur les impacts du changement climatique et des conflits.

Encourager les grands fonds climatiques verticaux à augmenter les investissements dans les situations fragiles et touchées par les conflits. Comme spécifié dans les recommandations politiques de Peace@COP29, l'accent devrait être mis sur la garantie d'une proportion plus équitable et accrue de financement climatique de haute qualité pour les contextes fragiles et touchés par les conflits. Ce financement devrait être holistique et transparent, transformer le genre, mais aussi donner aux acteurs locaux l'autonomie nécessaire pour concevoir et mettre en œuvre des projets et recevoir des fonds directement. Une traduction concrète pourrait être un objectif de financement basé sur des subventions destiné aux situations fragiles et touchées par les conflits (FCAS), accessible directement par les acteurs locaux.

Utiliser les mécanismes locaux pour gouverner les ressources de manière durable et transformer les conflits (violents) afin d'augmenter l'impact positif sur la paix des financements climatiques.

► Approches holistiques

Créer une approche holistique du maintien de la paix en mettant l'accent sur le climat nécessite l'intégration de deux points principaux :

- 1) Renforcer la résilience climatique
- 2) Améliorer les capacités d'adaptation.

Le premier point se concentre sur **l'investissement dans la résilience face aux catastrophes environnementales**, en particulier dans les pays fragiles et touchés par des conflits (FCAS). Cela inclut l'infrastructure sociale, la diversification des secteurs économiques qui dépendent du climat, et l'amélioration des pratiques agricoles pour résister à la vulnérabilité climatique. Le second point vise à **réduire le stress induit par le climat en élaborant et mettant en œuvre des stratégies d'adaptation** dans les communautés à risque et en **promouvant des pratiques durables de gestion des terres et d'accès aux ressources en eau durables**.

En outre, les programmes de financement du développement, du climat et de la paix rigidifient de plus en plus les conditions de financement, ce qui peut retarder ou compromettre la distribution des fonds. Ainsi, pour mettre en œuvre des solutions holistiques, il est essentiel de disposer d'un **financement flexible, adaptatif et suffisant**, qui dépasse les silos.

IV. COMMENT LA CSPPS S'ENGAGE DANS LE NEXUS CLIMAT-CONSTRUCTION DE LA PAIX

AMPLIFIER



La CSPPS s'efforce de renforcer la capacité de la société civile et d'amplifier sa voix et son impact. En s'engageant dans diverses initiatives, la CSPPS donne aux organisations les compétences et les ressources essentielles, leur permettant de contribuer à l'élaboration de politiques et à la défense des causes. Plusieurs organisations de maintien de la paix avec lesquelles la CSPPS collabore sont déterminées à aborder les préoccupations et les défis liés au changement climatique.

Par exemple, grâce à des **collaborations avec le GPPAC et l'UNOY**, la CSPPS a lancé le podcast [Peace Corner](#), qui met en avant divers défis liés au maintien de la paix. La septième saison se concentre sur les liens entre le changement climatique, la paix et le conflit.

À travers sa collaboration avec la **Coalition mondiale SDG16+** et d'autres organisations partageant les mêmes idées, la CSPPS est à l'initiative de la campagne **SDG16+ Voices**, qui met en lumière le travail de la société civile autour de l'ODD16+. Le lien avec d'autres ODD, y compris le climat, est souvent établi pour montrer le travail multifacette autour de l'ODD16 et souligner les effets du changement climatique sur la cohésion sociale, la stabilité et la paix.

La CSPPS a également rédigé des déclarations, des communiqués et des résolutions pour exprimer des objectifs et des revendications communes autour du climat et du maintien de la paix. Bon nombre de ces documents ont été élaborés en étroite collaboration avec Cordaid pour clarifier les revendications et la position des ONG dans le cadre de la Conférence des Parties (COP)28 et COP29.

En 2023, le **CSPPS a participé à la COP28**, en particulier lors de sa toute première Journée de la Paix. Dans ce contexte, le CSPPS a publié le document de fond « *Compounding Challenges in Conflict Settings. Local voices reflecting on climate, peace and security interlinkages* », visant à mettre en lumière la réalité du changement climatique sur le terrain et son impact sur les activités de maintien de la paix et de prévention des conflits.



Par la suite, nous avons collaboré avec la communauté Peace@COP pour publier un document de politique et des principes communs en faveur de l'interconnexion entre le climat, la paix et la sécurité. De plus, les représentants du CSPPS participent régulièrement à des événements internationaux et nationaux traitant de ce nexus. Enfin, nous avons publié divers articles qui examinent comment la crise climatique se déploie, tout en illustrant les activités concrètes et innovantes mises en œuvre par les organisations de la société civile pour atténuer ses impacts négatifs.

LOBBY ET PLAIDOYER

Le lobbying et la sensibilisation aux politiques sont des éléments clés des activités du CSPPS. Engagé en faveur de **l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable**, le CSPPS offre un espace et une plateforme – lorsque cela est possible et nécessaire – pour amplifier la voix et l'autonomie de la société civile travaillant sur l'ODD16+. Faire entendre les préoccupations et les revendications de la société civile dans toute sa diversité dans les efforts de lobbying est essentiel pour atteindre l'Agenda 2030.

Dans le cadre du Dialogue International sur le Maintien de la Paix et la Construction de l'État



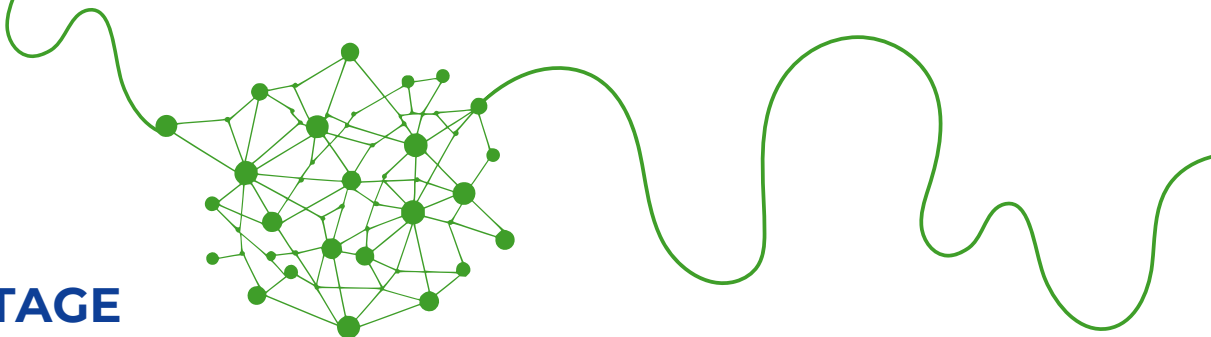
(IDPS), le CSPPS joue un rôle clé en représentant la société civile. Ce dialogue constitue une occasion pour mener des activités de lobbying et de plaidoyer dans l'espace politique du maintien de la paix et de la construction de l'État entre la société civile, les gouvernements et les bailleurs de fonds. Ce faisant, le CSPPS met en avant diverses préoccupations, y compris celles liées au climat, à la paix et à la sécurité, ainsi qu'à d'autres sujets, auprès du groupe G7+ et de l'INCAF dans ces dialogues politiques.



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

Depuis janvier 2024, le CSPPS est en partenariat avec le **Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement** (BMZ). Ce partenariat est essentiel pour le CSPPS afin de renforcer son accent sur l'intersection entre

le maintien de la paix et le climat, car le BMZ est également engagé à surmonter les défis liés au changement climatique et à aider ses pays partenaires à surmonter les défis liés à la paix. Ce partenariat augmente les opportunités du CSPPS pour ses efforts de plaidoyer et de lobbying auprès du gouvernement allemand. La collaboration permet au CSPPS de tirer parti de son influence politique et de son engagement envers le développement durable pour provoquer des changements significatifs. De plus, elle permet au CSPPS de faire entendre sa voix collectivement et de plaider en faveur de politiques qui soutiennent, protègent et préservent l'environnement ainsi que les efforts de la société civile en matière de plaidoyer climatique. En tirant parti de ce partenariat, le CSPPS peut amplifier son influence sur les processus de prise de décision politiques et provoquer des changements significatifs dans les agendas de développement international.



RÉSEAUTAGE

De plus, la CSPPS collabore activement avec des organisations internationales, des gouvernements et des groupes de la société civile pour **créer une large coalition qui soutient l'intégration du climat dans le maintien de la paix**. Le réseau du CSPPS offre un accès stratégique à des réseaux clés et à des événements où les discussions portent sur le nexus climat-maintien de la paix. Il **fournit également une expertise technique ancrée et un plaidoyer** dans divers domaines de l'élaboration des politiques. S'engager dans ce réseau offre des opportunités d'**apprentissage entre pairs**, de **développement des capacités** et d'**acquisition de ressources**.

Depuis plusieurs années, la CSPPS participe au **Forum SIPRI sur la paix et le développement**, qui explore diverses intersections entre les domaines du développement et du maintien de la paix parmi les praticiens, les universitaires, les gouvernements et les bailleurs de fonds. Cet événement de réseautage est essentiel pour établir des relations avec les principales parties prenantes travaillant dans ce domaine. Lors de la dernière édition du Forum en 2024, le Secrétariat a organisé une session sur la Loi sur la fragilité mondiale et le rôle du changement climatique dans les contextes affectés par les conflits.

La CSPPS a collaboré avec **Cordaid** en 2024, avant la COP29, pour rédiger un document de position plaidant pour la justice climatique, un financement climatique équitable et accessible qui reflète et répond aux besoins des populations dans les contextes fragiles et touchés par les conflits. En outre, le CSPPS s'engage régulièrement avec des initiatives telles que la **European Cluster Collaboration Platform** (ECCP), qui cherche à connecter les praticiens du maintien de la paix travaillant sur le changement climatique. Participer à de telles initiatives est crucial pour briser les silos qui entravent le partage des connaissances et des pratiques entre les communautés de pratiques.

V. EXEMPLES DE NOTRE TRAVAIL

Les efforts de plaidoyer du CSPPS visent à amplifier les voix et l'autonomie de ses organisations membres de la société civile. Dans la section suivante, nous mettons en avant le travail de certains membres qui font progresser l'intersection entre les questions de conflit et de climat. Les conséquences de plus en plus manifestes du changement climatique favorisent la fragilité que ces organisations sont contraintes de combattre. Il devient de plus en plus évident que la mise en œuvre d'activités visant à atténuer les tensions induites par le changement climatique est fondamentale pour le maintien de la paix.

► Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), Mali **AJCAD**

AJCAD-Mali est une organisation de la société civile malienne réunissant des jeunes engagés dans la consolidation de la démocratie et de l'État, garant de la stabilité et du développement. Elle met en œuvre et soutient des **initiatives dirigées par des jeunes** dans les domaines de l'**engagement civique**, de la **protection de l'environnement** et de la **sensibilisation au changement climatique**.

L'organisation a adopté une approche holistique pour soutenir les personnes déplacées, en intégrant l'aide humanitaire, l'établissement de points d'eau et des actions pour la transformation des conflits.

AJCAD travaille activement à promouvoir les liens entre le changement climatique, le maintien de la paix et les conflits, mais aussi à **souligner l'importance d'intégrer les considérations environnementales dans les initiatives** pour garantir des solutions durables et efficaces.

Exemples de leur travail :

Par exemple, dans des régions touchées par les déplacements forcés tels que Mopti, Ménaka et Tombouctou, AJCAD observe comment la raréfaction des ressources en eau due au changement climatique amplifie les tensions entre les communautés. En créant des points d'eau, AJCAD répond non seulement à un besoin urgent, mais favorise également la coopération intercommunautaire, réduisant ainsi les risques de conflit.

► Platform for Dialogue and Peace

La Plateforme pour le Dialogue et la Paix a été formée à la suite d'une collaboration entre les Nations Unies et Interpeace et travaille sur divers sujets, y compris la gestion des ressources naturelles et le maintien de la paix.



Le Libéria fait face à des risques importants en raison du changement climatique en raison de sa forte dépendance à des activités sensibles au climat, telles que l'agriculture, la pêche et la foresterie.

P4DP œuvre pour **renforcer la relation entre l'État et la population** dans un contexte de profonde méfiance, afin de gérer les ressources naturelles, en cherchant à en faire un outil de maintien de la paix plutôt qu'un moteur de conflit.

Exemples de leur travail :

Le projet de P4DP se concentre sur la facilitation du dialogue intra-communautaire afin de renforcer les activités agricoles des femmes, ainsi que sur la création de comités de paix pour prévenir les conflits inter-claniques, créant ainsi la stabilité nécessaire pour que les communautés locales puissent récolter les fruits de leur travail. Cette stabilité a, à son tour, facilité la mise en œuvre d'autres activités du projet qui ont contribué à la stabilisation des ressources alimentaires et en eau. Ces interventions ont finalement contribué à résoudre les préoccupations liées à l'extraction des ressources naturelles et ont permis aux communautés de jouer un rôle important dans la promotion des initiatives de développement local.

► CEPsDEA and EVS (Espace Verts Sahel), Thad

Le CEPsDEA entend mobiliser les parties prenantes à la **recherche de solutions durables**, ainsi qu'à **renforcer la résilience des communautés** pour leur permettre de faire face aux chocs climatiques. À cette fin, ils ont élaboré un plan de travail pour intensifier l'action face à ce problème au Tchad, étant donné la fragilité actuelle, et pour impliquer les acteurs clés. Cela se concentre en particulier sur les autorités publiques, les jeunes et les femmes dans les processus de paix et dans la réponse aux défis de sécurité.



Espace Verts du Sahel (EVS) est une organisation axée sur **l'éducation et la sensibilisation des jeunes aux défis climatiques et environnementaux**, ainsi que sur la création de connaissances pour y faire face. L'organisation travaille principalement sur l'éducation aux défis créés par le changement climatique et à la résolution non violente de ces défis.

Tant EVS que CEPSEDA plaident pour l'inclusion significative des femmes et des jeunes dans le processus de prise de décision, ce qui permettrait de prévenir le recours à des mécanismes d'adaptation négatifs en raison du manque d'opportunités, tels que rejoindre des groupes extrémistes qui promettent des revenus et un but.

Exemples de leur travail :

EVS recrute et forme des jeunes volontaires qui sont déployés dans des zones sensibles pour promouvoir le dialogue et la paix, contribuant ainsi à la prévention des conflits. Ils sont principalement déployés dans les écoles pour sensibiliser les jeunes à l'environnement, à la résolution pacifique des conflits et à leurs interconnexions.

► **IIDA Women's Development Organization, Somalie**

L'IIDA s'efforce d'agir à **l'intersection entre la résilience climatique, le maintien de la paix et l'engagement communautaire**. L'IIDA vise à trouver des solutions à long terme, pilotées par les communautés, car la véritable résilience et le développement proviennent de l'autonomisation des communautés et de l'engagement des communautés marginalisées. La Somalie se trouve dans un cycle complexe de conflits, de changement climatique et de fragilité, exacerbé par l'instabilité politique, la violence d'al-Shabaab et les conditions climatiques extrêmes.

Les actions de l'IIDA visent à **valoriser le rôle de la société civile, des institutions et du secteur privé** pour relever efficacement les défis interconnectés du climat, des conflits et de la fragilité, afin de garantir une plus grande stabilité et sécurité pour tous.



Exemples de leur travail :

Depuis 30 ans, l'IIDA a construit ses programmes sur une base de dialogue, en s'assurant que chaque initiative soit ancrée dans l'engagement communautaire. L'IIDA vise des accords issus de discussions inclusives en cartographiant les conflits et les populations locales avant le début de tout projet. Cela garantit que toutes les actions prennent en compte les besoins des personnes, que les entreprises impliquées proviennent de la communauté et que chaque individu se sente propriétaire des projets mis en œuvre.

Certaines problématiques peuvent être résolues en interne, comme la perturbation des cours d'eau naturels. Dans les villes où l'IIDA intervient, comme Merca—une ville côtière nichée entre les montagnes et la mer—les pluies saisonnières apportent un flot de boue rouge épaisse. Traditionnellement, cela était géré en maintenant des canaux d'eau dégagés et en éduquant les populations, notamment par le biais des écoles, sur une gestion appropriée des déchets. L'IIDA a intégré la sagesse et les pratiques traditionnelles dans ses campagnes de sensibilisation à l'hygiène et dans des projets comme "Food for Work", où une aide alimentaire était fournie en échange d'efforts de nettoyage communautaire des espaces publics.

► RIKO, Danemark

RIKO a pour objectif de **mener des débats éclairés** et de **sensibiliser au nexus climat-conflit** afin qu'il soit inclus dans l'éducation et dans les agendas politiques, notamment au sein du Parlement danois. RIKO a créé des vidéos et des supports utilisés dans les écoles pour faciliter la compréhension de la relation complexe entre le changement climatique et les conflits. RIKO a également produit un rapport de recherche sur les liens entre le changement climatique et les conflits.

► International Alert, UK

International Alert met en œuvre des **programmes en partenariat avec des organisations locales de lutte contre le changement climatique**, visant à faire en sorte que les efforts d'adaptation au climat aboutissent à des résultats positifs pour la paix. Leurs activités se concentrent sur le plaidoyer à travers des conférences et des publications. Parmi leurs publications, on trouve par exemple un guide détaillé sur la manière dont les programmes de maintien de la paix peuvent intégrer les considérations environnementales dans leur conception et leur mise en œuvre.

Exemples de leur travail :

Un projet se concentre sur l'intégration des impacts du changement climatique et des actions climatiques comme point d'entrée pour le maintien de la paix. À travers des engagements communautaires et au niveau des comtés (Kenya) et des États (Nigeria), ils explorent dans quelle mesure et comment le changement climatique peut réunir des personnes qui, autrement, seraient réticentes à collaborer.

Leur travail accorde une grande importance aux partenariats multi-sectoriels et aux approches intégrées. L'un de ces projets est le partenariat Water Peace and Security (WPS) qui traite des risques sécuritaires liés à l'eau. Le WPS réunit des analystes écologiques, des hydrologues, des analystes en sécurité et des praticiens de la conservation.

► FriEnt, The Working Group on Peace and Development, Allemagne



FriEnt vise à **faciliter la compréhension de la complexité des politiques climatiques** sensibles aux conflits et du maintien de la paix prenant en compte l'environnement/climat, tout en promouvant la connaissance du financement climatique qui tient compte des efforts de maintien de la paix et vice versa. Parallèlement, FriEnt cherche à **combler les expériences en gestion des ressources foncières, justice transitionnelle, affaires et paix**. Cette expérience multidimensionnelle leur a permis de produire plusieurs guides et études de cas.

► Sustainable Cooperation for Peace & Security, Italy



Les recherches du SCPS se concentrent principalement sur la **région Euromed** et ont abouti à un **guide reliant le changement climatique et la migration**, en mettant également l'accent sur les chiffres des réfugiés climatiques. Ce guide est ensuite utilisé pour sensibiliser au changement climatique, à son lien avec les conflits, à ses conséquences et à la sécurité humaine des jeunes activistes climatiques dans les pays dangereux.

► Search for Common Ground, États-Unis

Search est une organisation de maintien de la paix spécialisée dans la **transformation des conflits** et dans la **réunification des personnes** au-delà des clivages. En ce qui concerne le climat, Search travaille sur l'intersection entre la paix, le climat et les ressources naturelles, tant au niveau politique qu'au niveau programmatique.

Leur focus sur le plaidoyer se situe au niveau de l'Union européenne et au niveau mondial, en faisant pression pour des pratiques commerciales durables et en tenant compte des conflits dans le financement climatique, afin de favoriser la transition verte.



Exemples de leur travail :

Dans le Sahel, Search soutient la résilience locale face aux effets du changement climatique, en veillant à ce que l'aide humanitaire, les initiatives de développement économique ou les projets d'infrastructure soient sensibles aux conflits et génèrent des dividendes pour la paix. En Guinée, au Mali, en Tanzanie, au Rwanda et à Madagascar, Search a promu l'adoption de pratiques commerciales durables à l'international, en collaborant avec des entreprises minières, des communautés locales et des autorités pour promouvoir une bonne gouvernance et gérer les griefs.

► Asian Academy for Peace, Research & Development, Népal

Découvrez [ici](#) comment le changement climatique au Népal entraîne des conflits socio-économiques à travers leur [histoire sur les défis cumulés et les problèmes émergents](#), ainsi que son rôle dans la conduite de la migration.

VI. SDG16+ : EXPLORER LES INTERCONNEXIONS

Le maintien de la paix est étroitement lié à divers facteurs, y compris le climat, ainsi qu'au genre, à la santé, à la sécurité alimentaire et à la pauvreté. Cela est souligné par le SDG16+, qui reconnaît que pour atteindre l'ODD16, il est également nécessaire de se concentrer sur la promotion d'autres objectifs de développement durable (ODD). Investir dans le Nexus climat et maintien de la paix ne sera pas efficace si ces autres éléments ne sont pas également pris en compte.

Cela a été détaillé dans ce document, où les conséquences du changement climatique sur la migration, ses effets disproportionnés sur les femmes et les jeunes, ou encore l'urbanisation ont été explorés dans divers contextes.

À mesure que la crise climatique se transforme et s'étend, elle aggrave les problèmes de genre et génère des migrations.

► Climat, maintien de la paix et genre

Les droits des femmes à l'indépendance s'expriment en partie à travers le droit à la nourriture et aux ressources. La crise climatique impacte la sécurité alimentaire et la viabilité des ressources, mais ses effets sont supportés de manière disproportionnée par les femmes. À mesure que les inégalités socio-économiques se manifestent et se perpétuent par l'exclusion des femmes de la vie économique et politique, les **impacts du changement climatique affectent les femmes de manière disproportionnée** en mettant en péril leur indépendance économique et, par conséquent, leur sécurité.

De plus, à mesure que la crise climatique raréfie les ressources et exerce des pressions sur les revenus des ménages, la **violence fondée sur le genre augmente également**. L'insécurité et le stress exacerbent la violence au sein des foyers, où les femmes portent le poids d'une expression normalisée des tensions. À mesure que les ressources deviennent rares, les filles sont plus souvent retirées de l'école pour contribuer à la survie économique du ménage, particulièrement dans les communautés agricoles où les conditions météorologiques imprévisibles compliquent la situation. Dans d'autres cas, les filles sont mariées de force pour alléger la charge économique du ménage.

Dans l'ensemble, les conséquences du changement climatique ne pèsent pas de manière égale sur la population mondiale ou nationale, où les femmes font face à une violence exacerbée ainsi qu'à des difficultés économiques.

► Climat, Maintien de la paix et Migration

À mesure que des catastrophes environnementales catastrophiques rendent la terre inhabitable, les communautés qui y vivent sont contraintes de fuir. Cette situation qui se dégrade pourrait entraîner le déplacement de **plus de 216 millions de personnes à l'intérieur même des frontières** de leurs pays. Les conséquences du changement climatique sur les terres arables varient de l'élévation du niveau de la mer, à la salinisation, à la désertification et à la dégradation de la qualité des sols. Ces **effets ont des conséquences à long terme, parfois irréversibles**, sur la cultivabilité et la productivité des terres, et donc sur la durabilité de la vie qui y prospère. De plus, à mesure que le changement climatique amplifie les tensions, il génère des déplacements internes et externes. Entre l'escalade des conflits et la terre de plus en plus inhabitable, le changement climatique est **en passe de devenir une cause majeure de déplacement**.

Le déplacement des populations **crée également des tensions supplémentaires dans les zones où elles s'installent**. En raison de leurs besoins en ressources pour survivre, les ressources présentes dans la région peuvent ne pas suffire à subvenir aux besoins des personnes déplacées supplémentaires, ce qui peut entraîner davantage de tensions entre les déplacés et la population locale.

BIBLIOGRAPHIE

Adelphi, Peace Paradigms, FriEnt, (2024), Upscaling peace-positive climate action and climate-informed peacebuilding: lessons learned and ways forward, Practical Note, [Practical_Note_FriEnt_Final_3.pdf](#)

Angelini, L., Brown, S., (2023), 'Peace' in the Humanitarian-Development-Peace Nexus: Good Practices and Recommendations, EPLO.

CIVICUS, (2023), COP28: another climate summit in closed civic space: United Arab Emirates offers greenwashing and PR instead of climate solutions, [COP28: another climate summit in closed civic space - CIVICUS LENS](#)

Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding, (2020), Conflict, Climate Change and COVID-19: The Complexities of Somalia: CSPPS Coordinated Response to Support Local Action during COVID-19: an interview with Somalia's CSPPS Member IIDA Women's Development Organisation, [Conflict, Climate Change and COVID-19: The Complexities of Somalia | CSPPS](#)

Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding, (2023) COMPOUNDING CHALLENGES IN CONFLICT SETTINGS: Local voices Reflecting on Climate, Peace and Security Interlinkages, [White Simple Photo Annual Report](#)

Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding, (2023), Compounding challenges in conflict settings, [Compounding challenges in conflict settings | CSPPS](#)

Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding, (2024), Briefing Paper : Gender and Peacebuilding Nexus, [Briefing Paper : Gender and Peacebuilding Nexus | CSPPS](#)

Civillini, M., Lo, J., (2024), Bigger share of COP29 badges for Global South NGOs upsets rich-country groups, Climate Home News, Climate Home News, [Share of COP29 badges for Global South NGOs upsets rich countries](#)

Cordaid, (2023), ADDRESSING THE CLIMATE CRISIS IN FRAGILE AND CONFLICT AFFECTED SETTINGS, [New Cordaid COP28 Position Paper](#)

Cordaid, (2024), COP29 Position Paper: Finance for Climate Justice in Fragile and Conflict-Affected Settings : CORDAID Position paper for the COP29 11-22 November 2024, Baku, Azerbaijan, [COP29 Position Paper: Finance for Climate Justice in Fragile and Conflict-Affected Settings : CORDAID Position paper for the COP29 11-22 November 2024, Baku, Azerbaijan - Azerbaijan | ReliefWeb](#)

Corporate Europe Observatory, (2024), Fossil fuel lobbyists eclipse delegations from most climate vulnerable nations at COP29 climate talks: Industry influx escalates call to protect talks from Big Polluters, [Fossil fuel lobbyists eclipse delegations from most climate vulnerable nations at COP29 climate talks](#) | Corporate Europe Observatory.

Fan, D., Jiang, B., de Boer, D., Zhang, X., (2022), 10 Landmark Climate Change, [10-landmark-climate-change-cases_clientearth_compressed.pdf](#)

Florian Krampe, Dylan O'Driscoll, McKenzie Johnson, Dahlia Simangan, Farah Hegazi, Cedric de Coning, Climate change and peacebuilding: sub-themes of an emerging research agenda, International Affairs, Volume 100, Issue 3, May 2024, Pages 1111–1130, <https://doi.org/10.1093/ia/iiae057>

GRET, (2023), In Forest Guinea, organised civil society to protect the environment, [In Forest Guinea, organised civil society to protect the environment](#) | Gret

Huchon, J., JIAGHO, R.E., BLEU, D.D., EPANDA, M., TRANSHUMANT PASTORALISM AND PROTECTED AREAS IN CENTRAL AFRICA: FROM CONFLICT TO PEACEFUL COEXISTENCE, [OFAC - Studies](#)

International Crisis Group, (2022), Giving Countries in Conflict Their Fair Share of Climate Finance, [Giving Countries in Conflict Their Fair Share of Climate Finance](#) | Crisis Group

Mackaill-Hill, H., (2023), Making climate finance fit for a world in conflict, [Making climate finance fit for a world in conflict - International Alert](#)

Maljean-Dubois, S., Climate litigation: The impact of the Paris Agreement in national courts, The Taiwan law review, 2022, 324, pp.211-222. [Climate litigation: The impact of the Paris Agreement in national courts](#)

Marquette, C., (2022), Mainstreaming environmental action in peacebuilding programming: Five key steps, [Mainstreaming environmental action in peacebuilding programming: Five key steps](#) - International Alert

Meijer, K., Ahmad, A., (2024), Unveiling Challenges and Gaps in Climate Finance in Conflict Areas, SIPRI, [Unveiling Challenges and Gaps in Climate Finance in Conflict Areas](#) | SIPRI

Reda, D., Wong, C., (2021) Climate Finance for Sustaining Peace: Making climate finance work for conflict-affected and fragile contexts, United Nations Development Programme.

Corporate Europe Observatory, (2024), Fossil fuel lobbyists eclipse delegations from most climate vulnerable nations at COP29 climate talks: Industry influx escalates call to protect talks from Big Polluters, [Fossil fuel lobbyists eclipse delegations from most climate vulnerable nations at COP29 climate talks | Corporate Europe Observatory](#).

Fan, D., Jiang, B., de Boer, D., Zhang, X., (2022), 10 Landmark Climate Change, [10-landmark-climate-change-cases_clientearth_compressed.pdf](#)

Florian Krampe, Dylan O'Driscoll, McKenzie Johnson, Dahlia Simangan, Farah Hegazi, Cedric de Coning, Climate change and peacebuilding: sub-themes of an emerging research agenda, International Affairs, Volume 100, Issue 3, May 2024, Pages 1111–1130, <https://doi.org/10.1093/ia/iaae057>

GRET, (2023), In Forest Guinea, organised civil society to protect the environment, [In Forest Guinea, organised civil society to protect the environment | Gret](#)

Huchon, J., JIAGHO, R.E., BLEU, D.D., EPANDA, M., TRANSHUMANT PASTORALISM AND PROTECTED AREAS IN CENTRAL AFRICA: FROM CONFLICT TO PEACEFUL COEXISTENCE, [OFAC - Studies](#)

International Crisis Group, (2022), Giving Countries in Conflict Their Fair Share of Climate Finance, [Giving Countries in Conflict Their Fair Share of Climate Finance | Crisis Group](#)

Mackaill-Hill, H., (2023), Making climate finance fit for a world in conflict, [Making climate finance fit for a world in conflict - International Alert](#)

Maljean-Dubois, S., Climate litigation: The impact of the Paris Agreement in national courts, The Taiwan law review, 2022, 324, pp.211-222. [Climate litigation: The impact of the Paris Agreement in national courts](#)

Marquette, C., (2022), Mainstreaming environmental action in peacebuilding programming: Five key steps, [Mainstreaming environmental action in peacebuilding programming: Five key steps - International Alert](#)

Meijer, K., Ahmad, A., (2024), Unveiling Challenges and Gaps in Climate Finance in Conflict Areas, SIPRI, [Unveiling Challenges and Gaps in Climate Finance in Conflict Areas | SIPRI](#)

Reda, D., Wong, C., (2021) Climate Finance for Sustaining Peace: Making climate finance work for conflict-affected and fragile contexts, United Nations Development Programme.

Pour en savoir plus sur le travail de la CSPPS :

- Visitez notre site web: www.cspps.org
- Suivez nous sur nos réseaux sociaux :



@cspps



CSPPS



@idps_cspps



@cspps_global

Pour lire les autres articles de la série :

- CSPPS, '[Genre et construction de la Paix](#)', Sept. 2024
- CSPPS, '[Migration, Paix et Sécurité](#)', Mai 2025

